

EDF piraté : la police saisit les serveurs du Parti Pirate allemand

Vendredi matin, la police allemande a saisi un certain nombre de serveurs du Piratenpartei Deutschland (Parti Pirate allemand). Cette action policière résulte d'un mandat délivré par le procureur du tribunal de Darmstadt (région de Hesse, 30 km au nord de Francfort) sur la foi d'une requête émanant des autorités françaises. Dans un communiqué relayé par notre confrère eWeek.co.uk, le Parti Pirate allemand explique vouloir entièrement collaborer avec les autorités, rapporte L'Espresso.fr.

Traditionnellement, les Partis Pirates européens militent pour la liberté d'expression en général, et sur Internet en particulier. *"L'enquête n'est pas dirigée contre le Parti ou l'un de ses membres, seuls les administrateurs des serveurs sont inquiétés. Les résultats sont attendus avec impatience."* Selon les informations qu'il détient, l'enquête porte seulement sur *"un service public hébergé sur un serveur virtuel du Parti"*.

Dans un autre communiqué, le Parti Pirate précise que l'enquête porterait sur une intrusion dans un serveur d'EDF le mois dernier. Cette affaire n'avait pas vraiment été rendue publique, mais des détails émergent progressivement. A travers PiratenPad, un service collaboratif ouvert et gratuit en ligne (similaire à Google Docs) hébergé par le Parti Pirate, un utilisateur aurait publié une clé SSH qui aurait ensuite été exploitée à des fins malveillantes en pénétrant sur un serveur d'EDF

Selon la Fondation Etherpad, qui développe PiratenPad, ce raid policier s'explique par le fait que le groupe de pirates Anonymous utiliserait cet outil open source pour organiser des attaques. Anonymous est surveillé depuis les attaques DDoS initiées contre PayPal et MasterCard en lien avec l'affaire WikiLeaks (qui a notamment favorisé le propagation d'informations confidentielles de la diplomatie américaine).

Même si le Parti Pirate semble reconnaître le fondement de l'enquête, il remet en question le timing de l'opération policière qui a abouti à la saisie des serveurs. Cette opération a entraîné une interruption de l'infrastructure du parti (qui se considère comme la sixième formation politique la plus importante), à deux jours d'une élection locale dans le länders Bade-Wurtemberg.